

PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Sous-Préfecture d'Aix-en-Provence  
Bureau des Affaires Juridiques et des Relations  
avec les Collectivités Locales

Aix-en-Provence, le **26 JAN. 2018**

**COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DE LA FORMATION SPÉCIALISÉE « TERRE »  
DE LA COMMISSION DE SUIVI DE SITE ALTEO DU 16 NOVEMBRE 2017**

Le jeudi 16 septembre 2017 à 10h00, s'est réunie la formation spécialisée « Terre » de la commission de suivi de site Alteo, sous la présidence de M. le Sous-Préfet d'Aix-en-Provence, en présence de M. QUEVREMONT, garant du débat public, nommé par la Commission Nationale du Débat Public (CNDP).

■ Étaient présents :

**Collège 1 « Administration de l'État et établissements publics » :**

- M. Serge GOUTEYRON, Sous-Préfet de l'arrondissement d'Aix-en-Provence ;
- M. Patrick COUTURIER, chef de l'Unité Départementale 13, Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement PACA (DREAL), accompagné de M. Jean-Philippe PELOUX, adjoint au chef de l'UD 13, et M. Stéphane CALPENA, chef du service Prévention des risques ;
- Mme Karine HUET, déléguée départementale (DT13), Agence Régionale de Santé PACA, accompagnée de Mme Cécile MORCIANO, responsable du service Santé – Environnement, et Mme Maria CRIADO, ingénieur d'études sanitaires au service Santé – Environnement ;
- Mme Isabelle BALAGUER, chef du Service Territorial Est, Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM), accompagnée de M. Marc DERNIS, référent industries, service Mer, eau et environnement, DDTM.

**Collège 2 « Élus et collectivités territoriales » :**

- M. Roger MEÏ, titulaire, maire de Gardanne et M. Antoine VIRZI, suppléant, conseiller municipal ;
- Mme SALOMON, suppléante, adjointe au maire de Bouc-Bel-Air.

**Collège 3 « Riverains des installations classées » :**

- Mme Aline FROSINI, titulaire, et M. Lucien AGRESTI, suppléant, représentant le CIQ Clapiers – Jean de Bouc, Gardanne
- Mme Dorothée PINONCELY, titulaire, et M. José FERNANDEZ, remplaçant de la suppléante Mme Mathilde ONTATO représentant le Comité de riverains de Mange-Garri, Bouc-Bel-Air

- M. Jean BOSSY, titulaire, représentant le CIQ Gardanne Ouest

**Invités du collège « Riverains des installations classées » :**

- M. Yves NOACK, directeur de l'observatoire Hommes-Milieus Bassin minier de Provence
- Mme Johanna LEES, socio-anthropologue

**Collège 4 « Exploitants des installations classées » :**

- M. Eric DUCHENNE, titulaire, directeur des opérations (Alteo)
- M. Jean-Paul LEREDDE, titulaire, directeur de l'établissement de Gardanne (Alteo)
- M. Philippe THIBAUT, titulaire, responsable du Pôle Environnement (Alteo)
- M. Laurent GUILLAUMONT, suppléant (Alteo)

**Invités du collège « Exploitants des installations classées » :**

- M. Fabrice ORSINI, chef de projet « Gestion des résidus » (Alteo)
- Mme Amélie RANGER, responsable marketing et communication (Alteo)

**Collège 5 « Salariés des installations classées » :**

- Mme Christine GIRODENGGO, titulaire (Alteo)
- M. Harold PERILLOUS, titulaire (Alteo)
- M. Nicolas MUGNIER, suppléant (Alteo)

**Experts :**

- Mme Lise LE BERRE, ingénieur d'études, représentant le directeur d'Air PACA
- Capitaine Jean-Pierre GERMAIN, chef du Service Prévention des risques industriels et technologiques, Service départemental d'incendie et de secours – SDIS 13

■ Étaient excusés :

**Collège 2 « Élus et collectivités territoriales » :**

- M. Gérard GAZAY, titulaire, Conseil départemental
- Mme Mireille BENEDETTI, titulaire, Conseil régional

**Collège 3 « Riverains des installations classées » :**

- Mme Marie-Claire MOUYRIN, suppléante, Fédération départementale de France Nature Environnement – FNE 13

■ **Personnes invitées, présentes :**

- M. François-Xavier ROYER, attaché parlementaire représentant M. François-Michel LAMBERT, député des Bouches-du-Rhône ;
- Mme Rosy INAUDI, conseillère départementale des Bouches-du-Rhône ;

**Agence nationale de sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) :**

- Mme Valérie PERNELET-JOLY, chef de l'unité Évaluation des risques liés à l'air ;
- M. Guillaume BOULANGER, adjoint au chef de l'unité Évaluation des risques liés à l'air ;

**Santé Publique France :**

- M. Philippe MALFAIT, responsable de la cellule d'intervention Cire PACA-Corse, Santé Publique France ;
- M. Jean-Luc LASALLE, épidémiologiste Cire PACA-Corse, Santé Publique France ;
- M. Sébastien DENYS, directeur de la Santé environnementale (DSE) ;
- Mme Mélina LE BARBIER, responsable de l'unité de surveillance des pathologies en lien avec l'environnement, DSE, Santé Publique France ;

**Services préfectoraux :**

- Mme Annie BENETREAU, directrice des Collectivités Locales, de l'Utilité Publique et de l'Environnement (DCLUPE), Préfecture des Bouches-du-Rhône ;
- M. Gilles BERTOTHY, chef du Bureau des installations et travaux réglementés pour la protection des milieux, DCLUPE, Préfecture des Bouches-du-Rhône ;
- Mme Sylvie PRIOLEAUD, secrétaire générale de la Sous-préfecture d'Aix-en-Provence ;
- Mme Valérie GRESSEL, chef du Bureau des Affaires Juridiques et des Relations avec les Collectivités Locales (BAJRCL), Sous-préfecture d'Aix-en-Provence ;
- Mme Aurore PUJOL, adjointe au chef du BAJRCL, Sous-préfecture d'Aix-en-Provence ;
- M. Etienne DE CLERCQ, en charge des dossiers environnementaux et de l'urbanisme, BAJRCL, Sous-préfecture d'Aix-en-Provence.

M. le Sous-Préfet ouvre la réunion en souhaitant la bienvenue aux personnes présentes.

Il rappelle l'historique de la création de la CSS et des formations spécialisées sur les thématiques « Terre » et « Mer », dont les principes et modalités de fonctionnement ont été adoptés lors de la réunion du bureau de la CSS du 22 septembre 2017, et fait remarquer les efforts en matière de formalisme par



rapport à la CSS plénière, notamment pour la transmission des documents de séance suffisamment à l'avance.

M. le Sous-Préfet présente ensuite les différents collèges de la formation spécialisée en citant le nom de chaque membre titulaire, suppléant, ou associé, et donne la parole à M. QUEVREMONT, qui présente son rôle en tant que garant nommé par la Commission Nationale du Débat Public (CNDP) pour garantir l'information et la participation du public. Ce dernier rappelle la valeur constitutionnelle de ce principe depuis l'intégration de la charte de l'environnement dans la Constitution et propose un entretien aux membres de la commission qu'il n'aurait pas encore rencontrés.

### **1. Point Alteo sur l'usine et le dépôt de Mange-Garri** (cf. présentation en annexe 1)

M. DUCHENNE présente les **progrès réalisés en matière de rejets aqueux (rejets en mer) et atmosphériques (oxyde d'azote) de l'usine de Gardanne et la poursuite des efforts d'Alteo dans la réduction de son empreinte environnementale.**

Il commence par la poursuite de l'amélioration des rejets en mer : pour exemple, le taux d'aluminium a nettement diminué par rapport à 2016. Les progrès s'expliquent par l'implication des équipes de travail et par les essais de nouveaux pilotes de traitement réalisés dans le cadre de la mise au point d'une solution d'ici à 2022.

Concernant les **rejets d'oxyde d'azote (NOx)** dans l'atmosphère, M. DUCHENNE précise qu'ils sont générés par le brûlage de gaz provenant des 3 fours et des 5 chaudières du site. Il présente une diminution de 50 % du taux de NOx, passant de 1400t en 2011 à 700t en 2016, et prévoit un volume de 500t en 2019. Il explique ce progrès par un travail de pilotage du procédé de combustion et le changement de brûleurs des fours, (réalisé en 2016 pour le four 4, en cours de réalisation pour le four 5, non encore réalisé pour le four 3, plus complexe). Quant aux chaudières, la mise aux normes exigée par le durcissement de la réglementation (cf. point DREAL ci-après) interviendra fin mars 2018 pour la première (en activité), fin 2018 pour la deuxième (en secours). La troisième chaudière, la plus ancienne, en secours ultime, sera conservée pour la cogénération.

Mme FROSINI demande quel est le seuil de l'OMS. M. COUTURIER lui répond qu'il faut bien distinguer la norme OMS, relative à la qualité de l'air, des valeurs de l'arrêté préfectoral qui fixe les normes d'émission en sortie de cheminées. Par ailleurs, il existe d'autres sites d'émission de NOx dans l'atmosphère. Mme LE BERRE indique que la norme de l'OMS est de 40  $\mu\text{m}^3$ , et que les valeurs des émissions de NOx sont à relativiser, dans la mesure où elles subissent un phénomène de dispersion, à leur sortie de la cheminée, phénomène influencé par plusieurs facteurs tels que la hauteur des cheminées, la météo.

M. FERNANDEZ demande donc si les valeurs d'émission au sortir des cheminées sont conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral. M. DUCHENNE répond affirmativement, en précisant qu'Alteo bénéficie d'une dérogation jusque 2018, car les produits fabriqués nécessitaient une combustion spéciale. Grâce à l'évolution des technologies, Alteo poursuit l'amélioration de ses procédés pour réduire ces émissions. Notamment, les entrées intempestives d'air peuvent désormais être évitées.

M. AGRESTI demande un comparatif tangible entre les émissions en NOx des cheminées d'Alteo et l'équivalent en émissions de pots d'échappements d'automobiles. Mme LE BERRE lui répond que la comparaison est difficile à effectuer, la dispersion ne se faisant pas de la même façon à la sortie des cheminées ou d'un pot d'échappement (et les émissions routières dépendant de nombreux autres



paramètres : vitesse, type de véhicule, ...). De plus, M. COUTURIER rappelle que les NOx relevés dans l'atmosphère ne sont pas le seul fait d'Alteo, les voitures y contribuant également à hauteur de 40 à 50 %, en plus des chauffages de particuliers. M. le Sous-Préfet salue ces efforts. M. QUEVREMONT propose donc que soit ajouté au compte-rendu pour information la quantité annuelle moyenne d'émission de NOx pour une voiture standard.

Suite à la réunion, Mme LE BERRE a apporté les précisions suivantes :

Avant de présenter, à titre indicatif, les émissions de NOx d'un véhicule « standard ». Il est important de rappeler que les émissions d'un véhicule dépendent de nombreux paramètres : du type de carburant employé, du type de véhicule mais également de la vitesse de circulation, du type de voirie sur laquelle le véhicule circule... Ainsi, l'ensemble des calculs présentés ci-après ont été réalisés sur la base de l'inventaire des émissions 2015 (année disponible la plus récente).

Emissions des véhicules en gramme par kilomètre parcouru

Emissions en g/km	Voiture Diesel	Voiture Essence	Voiture « parc moyen »
NO <sub>x</sub>	0,65	0,16	0,53

Source : Extraction des émissions de l'inventaire 2015 (MOCAT, version calcul : 37)

Si l'on fait l'hypothèse, qu'en moyenne un véhicule parcourt 15 000 km/an, les émissions de NOx d'un véhicule du parc automobile moyen de la région PACA sont de l'ordre de 8 kg/an.

Emissions annuelles d'une véhicule en gramme par an

Emissions en g/an	Voiture Diesel	Voiture Essence	Voiture « parc moyen »
NO <sub>x</sub>	9 795	2 445	7 962

Source : Extraction des émissions de l'inventaire 2015 (MOCAT, version calcul : 37)

En considérant que les émissions de NOx d'ALTEO sont de 702 tonnes par an (chiffre 2017), les émissions du site ALTEO seraient équivalentes aux émissions d'environ 90 000 voitures parcourant 15 000 km/an.

Toutefois, il est important de rappeler que la qualité de l'air que l'on respire (caractérisée par des concentrations qui s'expriment le plus souvent en microgrammes par mètre cube ( $\mu\text{g}/\text{m}^3$ )) dépend, bien évidemment, des émissions de polluants (quantité rejetées dans l'atmosphère exprimées par exemple en tonnes par an) mais qu'il n'y a pas de lien simple et direct entre les deux. En effet, la qualité de l'air résulte d'un équilibre complexe entre la quantité de polluants rejetée, les paramètres de rejets (type de rejets, hauteur, vitesse et température de rejet...) et toute une série de phénomènes auxquels ces polluants vont être soumis une fois dans l'atmosphère sous l'action de la météorologie. Ainsi à partir d'émissions de polluants équivalentes en lieu et en intensité, les niveaux de polluants dans l'environnement peuvent varier d'un facteur dix suivant les paramètres du rejet ou encore les conditions météorologiques plus ou moins favorables à la dispersion.

En d'autres termes, à quantités équivalentes, les émissions des véhicules automobiles impactent plus la qualité de l'air que les émissions canalisées d'une usine car elles ne bénéficient pas des effets de dispersion d'une cheminée industrielle.

M. MUGNIER remarque qu'un comparatif à l'échelle du département et par rapport aux autres industries serait pertinent.

M. NOACK renvoie les membres de la CSS sur le site internet d'Air PACA pour effectuer des comparaisons entre les relevés des différents capteurs.

Mme FROSINI réitère sa demande d'installation d'un capteur près des nouvelles habitations de la route de Biver. Mme LE BERRE répond qu'une telle station a existé mais a été fermée il y a 5 ou 6 ans car elle n'était pas dans la zone d'impact principal. L'étude reste disponible sur le site d'Air PACA. La station la plus proche reste celle de la Maison du droit de Gardanne.

M. MEÏ demande des précisions sur un accident du travail récent qui lui a été relaté par ses administrés. M. DUCHENNE répond qu'il s'agissait d'une brûlure d'un agent par la soude, due à la manipulation d'une bouteille. L'agent n'a pas respecté le protocole de secours (nettoyage de la surface exposée, douche,



...). Il indique qu'Alteo travaille au renforcement de la sensibilisation de ses agents, notamment les nouveaux arrivants, au respect des consignes de sécurité. M. PERILLOUS confirme l'existence des dispositifs de secours et des protocoles existants. M. le Sous-Préfet souhaite que quand bien même il s'agit d'un accident du travail interne à la société, le maire en soit informé, ce qui a bien été fait selon M. MEI.

M. DUCHENNE poursuit son exposé en présentant le **programme de transition énergétique d'Alteo**, en insistant sur deux points majeurs :

- la certification ISO 50001, obtenue en février 2017 (Alteo est parmi les premiers en France à l'obtenir), pour son engagement dans un plan pluriannuel d'efficacité énergétique par la réduction de consommation d'électricité et d'émission de gaz d'ici 5 ans (avec un objectif ambitieux de -1 %/an).
- Le projet en lien avec Uniper et la mairie de Gardanne : la vapeur produite par Uniper pourrait être acheminée par canalisation jusqu'à Alteo pour ses besoins en vapeur basse pression. La chaleur fatale ainsi produite serait à son tour récupérée par la ville de Gardanne pour alimenter son réseau de chauffage.

Il s'agit là d'un projet complexe, représentant un investissement de 20 M€. M. MEI confirme l'intérêt du projet, à l'étude avec le cabinet Coriance, spécialiste des réseaux de chaleur écologiques.

Concernant les **poussières du site de Mange-Garri**, M. DUCHENNE indique que malgré une légère hausse d'activité, notamment par le trafic de camions bennes, et le climat sec de 2017, Alteo est parvenu à la stabilisation des poussières, par différents modes :

- l'encroûtage du bassin 6, assez peu utilisé, consistant à fixer les particules et résidus de bauxite
- le compactage de tous les bassins de Bauxaline
- le compostage et la revégétalisation des zones hors d'usage (bassins 5 en partie, 6 et 7)
- l'arrosage pour alourdir les poussières, actuellement assuré par tracteur, et dans le futur, par un système automatisé d'irrigation par asperseur, projet estimé à 500 000€ et prévu d'ici le printemps 2018.

M. FERNANDEZ, riverain en zone 1 (proximité immédiate du site) rappelle qu'il s'agit d'un vrai problème de santé humaine. Il signale un incident survenu lors de travaux de consolidation d'une falaise et le refus opposé par Alteo de procéder au nettoyage de sa terrasse. Mme FROSINI rappelle qu'un précédent incident avait conduit Alteo à nettoyer les voitures impactées. M. COUTURIER répond qu'en la matière, la réglementation prévoit une réparation par l'auteur de la nuisance en cas d'incident d'exploitation, mais que la limite avec la nuisance chronique reste à apprécier. Par ailleurs, M. FERNANDEZ insiste auprès de la DREAL sur la nécessité d'une surveillance très étroite du respect des prescriptions réglementaires des arrêtés préfectoraux.

M. DUCHENNE rappelle qu'Alteo travaille depuis un an sur un système plus opérationnel pour fixer les poussières, système qui sera mis en place d'ici au printemps 2018 (arrosage automatique). M. FERNANDEZ indique que ce travail aurait dû être réalisé il y a 10 ans.

M. le Sous-Préfet fait remarquer que, par rapport à il y a 10 ans, le site de stockage de Mange Garri a pris aujourd'hui une autre dimension avec la fin des rejets en mer. Aussi, le Sous-Préfet demande à ALTEO d'agir au plus vite pour limiter l'envol des poussières.

M. DUCHENNE rappelle l'épisode de fort mistral intervenu fin octobre. Lors de cet épisode, il a pu constater que ce n'était pas les bassins qui posaient le plus de problèmes mais la circulation des camions le long de la falaise.

La DREAL confirme que la problématique des poussières ne se réduit pas à l'arrosage des bassins car ce sont les zones de roulage qui posent également problème.

M. FERNANDEZ sollicite une visite du site. M. le Sous-Préfet indique qu'il avait prévu de le demander en fin de réunion car le mieux est d'aller sur place pour parler utilement et concrètement de ce qu'il faut faire.

M. DUCHENNE rappelle que l'effectivité des nouvelles mesures prises pourra se vérifier au printemps.

M. NOACK s'inquiète quant à lui de la dangerosité du produit polymère utilisé pour l'encroûtement et en demande la composition, point déjà soulevé en CSS. M. DUCHENNE répond qu'il ne peut donner la composition de ce produit car il ne l'a pas (produit acheté couvert par le secret industriel pour ce qui concerne sa composition), il dispose seulement de la fiche de données de sécurité qui pourra être jointe au compte rendu de la réunion (cf. annexe 2). Il précise qu'il s'agit d'un produit utilisé par de nombreux industriels dans les décharges.

Mme FROSINI redemande une visite complète des sites, incluant Mange-Garri. Mme GIRODENGOU indique que le site de Gardanne est déjà ouvert à la visite par l'intermédiaire de l'office de tourisme de Gardanne. M. le Sous-Préfet rappelle qu'une visite du site de Mange-Garri sera organisée lors de la prochaine réunion.

Concernant le **suivi des eaux souterraines**, un rapport a été présenté à Bouc-Bel-Air concernant une résurgence fin 2014/début 2015. Un arrêté de restriction d'usage des puits des riverains a été pris, tandis qu'une étude était menée. Au bout d'un an, un faible écoulement épisodique de cette résurgence est constaté. Les prélèvements réalisés dans les puits des riverains ne présentent pas de similitudes avec ceux des drains des bassins d'Alteo. L'étude, prolongée d'un an, a fourni les mêmes résultats. Le dossier a été transmis au Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM).

## **2. Bilan DREAL sur les contrôles de l'usine de Gardanne et du dépôt de Mange-Garri** (cf. présentation en annexe 3)

M. PELOUX présente les conclusions du programme de contrôle par rapport à la réglementation nationale et à l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

Concernant le site de Gardanne, il précise les écarts constatés le 23 mars 2017 et le 22 juin 2017 : un durcissement de la réglementation (nouvel arrêté ministériel sur les rejets atmosphériques des grandes installations de combustion) est à l'origine des non-conformités constatées, un arrêté préfectoral a donc été pris le 23 juin 2017 pour mettre en demeure Alteo de se mettre en conformité quant aux émissions d'oxyde d'azote (Nox).

Aucun écart n'a été constaté à l'issue des visites des 28 avril et 13 juin 2017, mais des remarques sont formulées devant constituer des pistes d'amélioration.

Pour le site de Mange-Garri, l'inspection du 12 janvier 2017 relève un écart dans la lutte contre l'envol de poussières, écart levé en avril 2017.

M. FERNANDEZ rappelle que les riverains insistent sur la nécessité d'effectuer des contrôles sur ce point et demandent à être informés des résultats.

La visite du 30 juin 2017 relève un retard sur certains travaux préconisés par l'arrêté préfectoral



complémentaire du 21 juin 2016. La réponse d'Alteo expliquant les raisons de ce retard est en cours d'examen.

### **3. Rapport ANSES sur le dépôt de Mange-Garri, publié le 28 février 2017**

(cf. présentation en annexe 4)

Mme PERNELET-JOLY présente les travaux réalisés par l'ANSES, suite à la saisine du ministère de l'écologie :

- une analyse critique du diagnostic du Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) sur l'impact des émissions de poussières sur la qualité des milieux au voisinage du site de Mange-Garri.
- une évaluation quantitative des risques sanitaires (EQRS) simplifiée, réalisée à partir des données disponibles.

Il ressort de l'analyse critique que les données du volet « sol » du BRGM s'avèrent exhaustives et sérieuses. En revanche, les données du volet « air » n'ont pu être que partiellement exploitées car insuffisantes et non représentatives en raison des conditions climatiques et de l'avarie de certaines stations météorologiques.

Concernant l'EQRS, Mme PERNELET-JOLY rappelle son objet : quantifier l'exposition des êtres humains aux résidus ambiants dans l'air et dans les sols d'une part, et mesurer les concentrations des doses ingérées et inhalées.

Quelle que soit la zone d'étude, les PM10 (particules fines) relevées sont supérieures au seuil de l'OMS ( $>20\mu\text{g}/\text{m}^3$ ). Cependant, les valeurs PM5 et PM10 ont été insuffisamment caractérisées par le BRGM et nécessitent une poursuite d'études. Les taux d'arsenic et le plomb, dont les taux de concentration dépassent, tout en étant proches, des repères d'admissibilité (entre  $\text{ERI} > 1/1\,000\,000$  [10-6] et  $\text{ERI} > 1/100\,000$  [10-5]) doivent quant à eux être relativisés par une mise en perspective des différentes sources possibles dans ce milieu.

En conclusion, l'ANSES ne peut discriminer la contribution du dépôt de Mange-Garri dans les relevés. En effet, d'autres sources industrielles (ainsi que le trafic routier et les chauffages de particuliers pour les PM10) ainsi que la nature même des sols contribuent également aux taux d'aluminium, plomb, arsenic, PM10 dans ce milieu.

Mme PERNELET-JOLY répond à M. FERNANDEZ, qui s'interroge sur le vecteur cutané de l'absorption des poussières, que la littérature scientifique sur le sujet est quasi nulle.

M. MUGNIER relève que les résultats ne précisent pas l'état chimique des éléments (non spéciation).

M. DUCHENNE interroge l'ANSES sur le choix des valeurs toxicologiques de référence (VTR) retenues, différentes de celles utilisées dans le guide de l'INERIS, référence des ICPE. Il s'inquiète de l'influence de ce choix sur la présentation des résultats faite par les médias à l'opinion publique. Mme PERNELET-JOLY répond que ce choix répond à un souci d'homogénéité avec l'étude sur le milieu marin menée précédemment et permet d'utiliser la VTR la plus récente. Afin de dissiper les malentendus, M. COUTURIER préconise de présenter systématiquement les résultats au regard des deux valeurs de référence.



Concernant les particules fines, M. COUTURIER précise qu'une campagne de mesure sur une année a été demandée par arrêté préfectoral. Mme LE BERRE indique qu'Air PACA mène depuis mars 2017 ces mesures à l'aide de 4 stations météorologiques autour des sites de Gardanne et de Mange-Garri. M. le Sous-Préfet demande à ce que soit jointe au compte-rendu la carte de leurs implantations (cf. annexe 5).

Suite à la réunion, Mme LE BERRE a apporté les précisions suivantes en fournissant la cartographie des stations de mesures implantées autour des sites Alteo de Gardanne et Mange-Garri dans le cadre du programme de surveillance qu'Air PACA réalise autour de ces 2 sites :

En sus, de la station permanente de Gardanne dénommée sur la carte « station Gardanne (GARD 1), Air PACA a implantée 6 sites de mesures. Dans le cadre de ce programme Air PACA caractérise les particules inhalables (PM10 et PM2.5), les particules sédimentables ainsi que les métaux qu'elles contiennent. Cette carte est également disponible sur le site internet d'Air PACA : <http://www.airpaca.org/fiche-etude/surveillance-de-la-qualite-de-lair-autour-dalteo>

Mme PINONCELY demande l'installation d'une station dans l'école de la Bergerie, située en zone 1, soit la zone maximale d'exposition. M. COUTURIER précise que les stations existantes sont d'ores et déjà situées dans la même zone.

#### **4. Propositions d'études sanitaires de Santé Publique France sur le bassin de Gardanne (saisine de la direction générale de la santé et de la direction générale du travail)** (cf. présentation en annexe 6)

M. le Sous-Préfet rappelle que la proposition d'études sanitaires répond à une demande de M. le Préfet, réitérée lors de la CSS de juillet 2017, répondant à une préoccupation et demande pressante de la population, relayée par M. MEÏ, et suscitant un grand intérêt de la part du ministère en charge de l'écologie. C'est pourquoi il souhaite en accélérer la mise en œuvre.

M. DENYS rappelle la distinction entre l'agence Santé Publique France et l'Agence Régionale de Santé (ARS), qui entretiennent néanmoins des liens étroits. Il rappelle que son agence a été saisie à la fois par le ministère en charge de la santé (direction générale de la santé) et par le ministère en charge du travail (direction générale du travail) et laisse la parole à M. LASALLE pour présenter le projet d'étude. Celui-ci en détaille les différents points envisagés : analyse des attentes et du contexte local, étude géographique de mortalité, études de morbidité, biosurveillance, rapport santé – travail, synthèse et suites proposées.

Mme LEES fait remarquer que s'il n'est pas possible de démontrer la causalité des activités d'Alteo sur la santé du public, on ne peut pas non plus l'exclure. Mme INAUDI rappelle qu'il s'agit là d'une étude sur l'ensemble du bassin gardannais, et pas seulement liée à Alteo et comprend les inquiétudes de l'exploitant qui craint les amalgames, cette étude étant sollicitée dans le cadre de la CSS qui lui est dédiée.

Suite aux interventions de Mme FROSINI, qui souhaite voir étudiées les maladies neurodégénératives (type Alzheimer, Parkinson) et se montre intéressée par l'étude de la santé des salariés, et de M. MUGNIER, qui s'interroge sur la pertinence d'inclure les salariés dans le champ d'étude, M. LASALLE et Mme LE BARBIER insistent sur le fait que le périmètre de l'étude reste ouvert et que ces paramètres doivent justement être définis dans la phase de concertation après validation du principe de lancement des études.

Mme HUET indique que la direction générale de la santé a délégué au directeur de l'ARS PACA la proposition des études qui peuvent être faites.

En réponse à M. PERILLOUS, Mme HUET précise que la première étude, portant sur l'analyse des attentes et des besoins, sera financée par l'ARS PACA pour un montant de 50 000 €, tandis que la seconde, portant sur la mortalité, sera budgétée sur les fonds de Santé Publique France.

En réponse à M. BOSSY, Mme LE BARBIER précise que l'agence Santé Publique France sera seule responsable de ces études. Mme HUET rappelle le caractère officiel et fiable de l'agence.

M. le Sous-Préfet fait donc se prononcer la commission sur l'engagement de ces deux études.

En l'absence d'opposition, la commission valide leur engagement.

Sur proposition de Santé Publique France, M. le Sous-Préfet demande à chaque collège de désigner rapidement auprès du Bureau des Affaires Juridiques de la Sous-Préfecture au moins un membre volontaire pour participer à une première réunion de travail sur le sujet en formation restreinte, sous l'égide de l'ARS et de Santé Publique France, à organiser dès début 2018.

Mme LEES présente la démarche d'une précédente enquête de santé, connue sous le nom de « Fos EPSEAL » conclue en janvier 2017 et menée auprès des populations de Fos-sur-Mer, Port de Bouc, exposées également à des pollutions industrielles. Mme LE BARBIER précise que l'agence Santé Publique France a été commissionnée pour rendre une analyse critique de cette étude d'ici fin 2017. Sans dévoiler ses conclusions, cette dernière indique que des limites ont été recensées, mais que ce genre d'étude constitue un complément aux études scientifiques. La dimension participative et le rôle de lanceur d'alerte de ce type d'initiative est reconnu.

M. AGRESTI rebondit en annonçant une 2<sup>e</sup> conférence d'initiative citoyenne à Gardanne, et déplore ne pas être soutenu par les responsables locaux.

En conclusion de la réunion, M. le Sous-Préfet indique que compte-tenu du départ du Préfet des Bouches-du-Rhône et dans l'attente de la nomination de son successeur, la prochaine CSS plénière initialement prévue le 1<sup>er</sup> décembre 2017 est reportée à une date ultérieure.

M. QUEVREMONT indique que l'ordre du jour de la prochaine CSS sera fixé par le bureau, et relaie le souhait des riverains de travailler en sous-commissions sur les thématiques prioritaires suivantes : la santé publique et les poussières.

Il rapporte par ailleurs la demande des riverains de commencer pour toute intervention par la mention des objectifs réglementaires, ainsi que les pourcentages d'atteinte de ces objectifs, afin de rappeler la réglementation et le rôle de contrôle de la DREAL.

L'ordre du jour étant épuisé, M. le Sous-Préfet lève la séance à 14h30.

Le Sous-Préfet d'Aix en Provence,



Serge GOUTEYRON



Annexes :

1. présentation Alteo sur l'usine et le dépôt de Mange-Garri
2. fiche de données sécurité du produit encroûtant utilisé sur le site de Mange-Garri
3. présentation DREAL sur les contrôles de l'usine de Gardanne et du dépôt de Mange-Garri
4. présentation ANSES sur le dépôt de Mange-Garri, publié le 28 février 2017
5. carte des implantations des stations météorologiques Air PACA autour des sites Alteo de Gardanne et Bouc-Bel-Air
6. présentation Santé Publique France relative aux propositions d'études sanitaires sur le bassin de Gardanne